

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 09 avril 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 19  
Procuration(s) : 7  
Absent(s) : 0  
Nombres de votants : 26  
Votes pour : 26  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : mercredi 27 mars 2024

DELIBERATION N°DL\_AP2024\_0054

Relative à la modification de la délibération N°DL\_CP2021\_0157 sur la participation du Département à l'action « Aides à l'innovation « Bottom up » volet « France 2030 régionalisé » (PIA 4)

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echaté ISSA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihir EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Monsieur Salime MDERE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA,  
Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU,  
Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,  
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI,  
Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,  
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Madame Nadjima SAID,  
Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Nadjima SAID

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°DL\_AP2021\_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu le rapport n° N°2024-02125 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission développement économique et coopération décentralisée du 02 avril 2024.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,**

**DECIDE**

- Article 1 :** d'approuver et d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer la convention territoriale Programme d'Investissement d'Avenir (France 2030) Action « Aides à l'innovation « Bottom-up » volet « France 2030 régionalisé » avec l'Eta, l'EPIC Bpifrance et la Caisse des dépôts et de consignations ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer la convention de gestion spécifique pour l'attribution d'une subvention de 800 000€ à l'EPIC Bpifrance pour la gestion du dispositif en coparticipation avec l'État ;
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Département de Mayotte à signer la convention de gestion spécifique pour l'attribution d'une subvention de **200 000€** à la Caisse des dépôts et de consignations pour la gestion du dispositif en coparticipation avec l'État ;
- Article 4 :** de déléguer à l'ADIM, le suivi de la mise en œuvre de cette opération moyennant une rétribution. Cette délégation de service fera l'objet d'une convention de gestion spécifique qui établira les missions et obligations des parties.
- De verser la somme de **1 000 000 €** à l'ADIM pour l'accompagnement d'autres dispositifs de recherche et innovation complémentaires dans le cadre du Programme ;
- Article 5 :** d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 65 du budget 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;
- Article 6 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération à l'exception des avenants modifiants le montant de la participation financière ;
- Article 7 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

**Ben Issa OUSSENI**





**CONVENTION TERRITORIALE**  
**Programme d'investissements d'avenir (FRANCE 2030)**

**Action « Aides à l'innovation « Bottom-up »**  
**volet « France 2030 régionalisé »)**

**dans le Département de Mayotte**

Entre :

D'une part,

L'État, représenté par le Préfet de Mayotte, M. François-Xavier BIEUVILLE

Et

Le département de Mayotte, représenté par le Président du Conseil départemental, M. Ben Issa OUSSENI, dûment habilité à cet effet par la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental n°DL\_CP2021\_0203, en date du 19 juillet 2021, ci-après dénommée le « Département » ou la « Collectivité »,

Et d'autre part

l'EPIC Bpifrance, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710) 27-31 avenue du Général Leclerc, identifié sous le n° 483 790 069 RCS Créteil, représenté par M. Christian BODIN, président directeur-général, ci-après dénommé « EPIC Bpifrance »,

Bpifrance, société anonyme, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifiée sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, au capital de 5 440 000 000 €, représentée par M. Nicolas DUFOURCQ, directeur général, intervenant, tant pour le compte de Bpifrance que pour le compte de ses filiales, et ci-après dénommée « Bpifrance »,

La Caisse des dépôts et consignations, établissement public spécial créé par la loi du 28 Avril 1816 et régi par les articles L.518-2 à L. 518-24 du code monétaire et financier, représentée par M. Nicolas Blanc, directeur régional, ci-après dénommée « Caisse des Dépôts ».

Dans la présente convention :

- l'EPIC Bpifrance agit en qualité d'« Opérateur » et Bpifrance en qualité de « Gestionnaire » ;
- la Caisse des Dépôts agit en qualité d'« Opérateur » et de « Gestionnaire ».

L'État, les Opérateurs et les Gestionnaires étant désignés ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

Vu les lois organiques n°2010-1486 et n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;

Vu l'accord-cadre du 13 janvier 2021 entre l'État et Régions de France relatif à une mise en œuvre territoriale et partenariale du quatrième programme d'investissements d'avenir ;

Vu la convention du 8 avril 2021 entre l'État, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations encadrant les dispositions communes aux conventions relatives à la mise en œuvre du quatrième Programme d'investissements d'avenir, dite la « Convention Dispositions Communes » ;

Vu la convention du 13 août 2021 entre l'État, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « France 2030 territorialisé »), dite la « Convention nationale » ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental de Mayotte n°DL\_CP2021\_0157 en date du 25 mai 2021 approuvant la présente convention,

#### **IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

La présente convention (ci-après « Convention ») s'inscrit dans le cadre de l'action « Aides à l'innovation *bottom-up* » du quatrième Programme d'investissements d'avenir (ci-après « France 2030 ») qui porte une large gamme d'outils de financement de l'innovation.

Le soutien structurel apporté dans le cadre de cette action vise les entreprises innovantes et les porteurs de projet innovant qui, individuellement ou dans le cadre de programmes collaboratifs, ont besoin d'accéder à des sources de financement pour couvrir le risque inhérent à leurs projets de R&D, d'innovation ou d'ingénierie de formation. Ce soutien englobe :

- les aides de FRANCE 2030 régionalisé ;
- les aides à l'innovation de Bpifrance, dites « Aides guichet » ;
- les concours d'innovation à destination des *start-ups* et PME ;
- le soutien aux projets structurants de R&D dans tous les secteurs et filières industrielles.

La Convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du premier volet relatif à la part territorialisée du FRANCE 2030. Ce volet « FRANCE 2030 régionalisé » permet à chaque territoire de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'État, une déclinaison d'actions susceptibles d'être orientées en fonction de priorités départementales, notamment présentées dans le cadre de son Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII). Pour ce faire, la Collectivité apporte son soutien aux partenaires régionaux engagés dans cette action en respectant le partage des ressources financières défini avec l'État dans le cadre de la convention nationale, afin de favoriser leur croissance et leur compétitivité. Dans le cadre de ce volet, les Opérateurs et les Gestionnaires agissent pour le compte de l'État, des Régions et, le cas échéant, des territoires concernés.

En effet, la nécessité (i) de poursuivre l'adaptation des entreprises française aux mutations profondes



et rapides de leur environnement ; (ii) de renforcer la compétitivité du tissu économique national ; (iii) de maintenir une base industrielle et de services ancrés sur le territoire national, qui est une condition au maintien et à la croissance de l'emploi, impose la poursuite, le renforcement et l'adaptation, dans le cadre du FRANCE 2030, des actions territorialisées déjà engagées en faveur des entreprises, et notamment des plus petites d'entre elles, dans le cadre des précédents programmes d'investissements d'avenir.

La présente convention est prise en application de la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 1.2 de la convention du 13 août 2021 entre l'État, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « "Bottom-up" », volet « France 2030 territorialisé »).

## **EN CONSÉQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du volet régionalisé de l'action « Aides à l'innovation *bottom-up* » (ci-après volet « FRANCE 2030 régionalisé ») du Programme d'investissements d'avenir (ci-après « FRANCE 2030 »), opéré par Bpifrance et la Caisse des Dépôts, dans le Département de Mayotte. Le « Dispositif » est constitué de l'enveloppe de crédits, dotée conjointement par l'État et le Département, telle que mise en œuvre conformément aux dispositions suivantes. La part de FRANCE 2030 régionalisé attribuée au Département de Mayotte dans le cadre du Dispositif est ci-après dénommée la « Dotation FRANCE 2030 ».

### **ARTICLE 2 – CONSTITUTION DU DISPOSITIF RÉGIONAL**

L'État et la Collectivité décident dans le cadre du Dispositif suivant le partage défini dans le cadre de la convention nationale.

La Dotation FRANCE 2030 est définie par une lettre adressée par le Premier ministre au Président du Conseil départemental.

La répartition de l'enveloppe de crédits de la Dotation FRANCE 2030 entre les axes définis à l'article 3.1 est fixée par une décision du Premier ministre établie sur la base d'une proposition faite conjointement par le Préfet et le Président du conseil départemental. Les fonds FRANCE 2030 correspondants sont confiés aux Gestionnaires par l'intermédiaire des Opérateurs pour la partie qui les concerne, et en assurent la gestion.

Le Département s'engage à apporter au Dispositif sur ses crédits propres le montant défini en accord avec l'État conformément à la délibération **XXXX** du 9 avril 2024. Les fonds du Département de Mayotte correspondants sont confiés aux Gestionnaires. Les conditions de mise à disposition des crédits Département auprès des Gestionnaires dans le cadre du Dispositif sont régies par une convention de gestion spécifique, qui est établie entre les Gestionnaires et le Département, en accord avec les termes de la présente convention.

Au terme d'une première période de douze mois, puis à tout moment, les crédits FRANCE 2030 libres d'emploi, correspondant aux crédits excédant la somme des engagements pris en faveur des bénéficiaires, des coûts de gestion qui sont dus aux Opérateurs et aux Gestionnaires, ainsi que des frais réservés à l'évaluation du FRANCE 2030 conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention Dispositions Communes, peuvent faire l'objet d'une nouvelle ventilation au sein de la Dotation FRANCE 2030 entre les différents axes du FRANCE 2030 régionalisé. Cette nouvelle

ventilation est validée par le COPIL, défini à l'article 3.4.1, qui en informe le Secrétariat général pour l'investissement par courrier conjoint des co-présidents du COPIL Territorial.

Au terme d'une période de dix-huit mois, les crédits FRANCE 2030 libres d'emploi peuvent faire l'objet d'un transfert au sein du FRANCE 2030 régionalisé ou d'un redéploiement conformément aux dispositions de l'article 4.2 de la Convention nationale.

Lorsque la Dotation France 2030 est revue à la baisse en cas de non-respect des dispositions de la présente convention, elle est précédée d'un constat contradictoire entre l'État et la Collectivité à l'issue d'un COPIL.

### **ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU DISPOSITIF RÉGIONAL**

#### **3.1. Objectifs poursuivis et types de projets soutenus**

FRANCE 2030 régionalisé est conçu pour s'appuyer à la fois sur les forces de FRANCE 2030, qui accompagne la formation, la recherche et sa valorisation, en soutenant l'investissement innovant, et sur celles des Régions ou territoires, qui disposent de la connaissance des réalités territoriales, d'une très grande proximité avec les acteurs économiques locaux et savent quel levier retenir prioritairement pour les soutenir. Dans cet esprit, un accord-cadre national entre l'État et Régions de France a été signé le 13 janvier 2021 et précise les grands principes de coopération entre l'État et les Régions s'agissant de la mise en œuvre de FRANCE 2030.

Les principes qui ont fait le succès de FRANCE 2030 régionalisé précédent sont maintenus : chaque Région choisit, dans un pilotage commun avec l'État, une déclinaison locale spécifique de ce volet, susceptible d'être sectorisé en fonction de leurs priorités et en cohérence avec le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

FRANCE 2030 régionalisé comporte quatre axes d'intervention pour lesquels une approche commune entre l'État et les Collectivités paraît particulièrement pertinente. Sur chacun des axes, l'État et le Département apportent des montants en volume et en nature respectant le partage défini dans le cadre de la convention nationale (subvention et avances remboursables). La répartition entre subventions et avances remboursables dans le soutien aux projets cofinancés sont précisées dans le cahier des charges de chaque procédure de sélection.

Dans le cadre de l'axe « Projets collaboratifs de recherche et développement », l'État et la Collectivité peuvent apporter des montants différents en volume et en nature projet par projet, à partir du moment où le partage du financement défini dans le cadre de la convention nationale en volume et par nature de contribution est respecté sur l'axe. Cette répartition pour chaque nature de financement est inscrite dans la convention de gestion spécifique mentionnée au quatrième alinéa de l'article 2.

##### **3.1.1. L'axe « Projets d'innovation »**

Cet axe vise à accélérer l'émergence d'entreprises leaders sur leur domaine et pouvant prétendre à une envergure nationale. Pour cela, l'action « Aides à l'innovation *bottom-up* » soutient les projets les plus innovants et les plus ambitieux, portés par les *start-ups* et les PME du territoire ou dans le cadre d'un consortium avec l'une des deux structures coveuses que sont le pôle d'excellences rural (PER) ou la Technopole. Les thématiques auxquelles répondent ces projets innovants sont en cohérence avec le SRDEII.



Dans le cadre de l'action « Aides à l'innovation *bottom-up* », l'innovation s'entend dans un sens large (technologie, processus de production, modèle économique, design, expérience utilisateur, etc.). Au-delà des éléments d'innovation, de technique ou de thématiques, le Dispositif cible des projets offrant une vision de marché claire et dont le porteur montre sa capacité à devenir un acteur majeur de ces marchés.

Afin d'assurer une bonne articulation avec les autres dispositifs nationaux, l'action territoriale « Projets d'innovation » se limite aux projets à vocation locale répondant aux caractéristiques suivantes :

- projets individuels, c'est-à-dire portés par une unique PME ou dans le cadre d'un consortium avec l'une des deux structures couveuses que sont le pôle d'excellences rural (PER) ou la Technopole ;
- projets dont l'assiette des dépenses est supérieure à 100 K€ ;
- projets sollicitant un soutien public compris entre 50 k€ et 500 k€ ;
- projet TLR 3 et 4. Financement à 100 % avec déblocage des crédits par tranche. Le projet doit être structuré en phases avec les deux premières tranches qui ne peuvent représenter plus de 50 % de la totalité des coûts du projet.

### 3.1.2. L'axe « Projets de filières »

Cet axe vise à renforcer la compétitivité des filières stratégiques françaises en permettant le recours à des moyens de production ou des infrastructures de recherche partagés, l'échange de données et d'informations, le partage des visions technologiques et de marché ainsi que l'initiation de démarches commerciales partagées.

Les projets soutenus doivent démontrer un apport concret et déterminant à une filière industrielle et à sa structuration, en bénéficiant notamment à plusieurs petites et moyennes entreprises (PME) ou entreprises de taille intermédiaire indépendantes (ETI) issues de cette filière. Ils doivent en outre démontrer, à terme, une autonomie financière vis-à-vis du soutien public. Les projets présentent en outre un plan de financement équilibré, pour lesquels la part apportée par les partenaires ne reposant pas sur des ressources publiques représente au minimum 30% du budget total du projet, dans le respect du régime d'aide.

Ils peuvent notamment prendre la forme de :

- création d'unités industrielles partagées permettant à des entreprises d'une même filière, s'inscrivant dans une stratégie globale, de mutualiser leurs investissements pour participer activement à la stratégie de la filière ou de bénéficier d'un accès à des moyens ouverts ;
- mise en commun de compétences techniques permettant aux entreprises d'une même filière de mutualiser leurs travaux de recherche et développement ainsi que les investissements nécessaires à la conduite des preuves de concept, des tests et de tous autres travaux leur permettant d'améliorer collectivement leur compétitivité ;
- mise en place d'outils collaboratifs permettant aux entreprises s'inscrivant dans une stratégie d'intérêt collectif pour une filière ou un sous-secteur d'une filière, de partager des outils à vocation non technologique dans des domaines aussi variés que la logistique, les achats, l'informatique, l'intelligence économique, les ressources humaines, le design, le marketing, l'économie circulaire, l'écologie industrielle, avec un plan d'affaires dédié.
- mise en place de plates-formes technologiques mutualisées, de démonstrateurs, de plates formes d'accélération pour l'industrie du futur, dès lors qu'ils démontrent un véritable modèle économique et qu'ils intègrent un plan d'affaires dédié.

L'action territorialisée se limite aux projets dont l'assiette est supérieure à 200 k€, pour lesquels le montant d'aides sollicité est inférieur à 1 M€ et qui s'inscrivent dans les priorités exprimées dans le SRDEII. Les projets présentant une assiette de dépenses supérieure à 10 M€ font l'objet d'une information au SGPI préalablement à l'entrée en instruction approfondie de la candidature.

### 3.1.3. L'axe « Projets de formation professionnelle »

Cet axe vise à accompagner et accélérer le développement de compétences stratégiques pour l'économie locale en favorisant deux types de projets distincts mais complémentaires :

1. Contrats doctoraux visant à favoriser la montée en compétences dans les domaines techniques et d'excellence en relation avec les filières économiques stratégiques et contribuer à l'émergence du potentiel d'une recherche d'excellence sur le territoire. Il offre une opportunité d'exploration dans un large éventail de domaines scientifiques en adéquation avec les domaines prioritaires définis par le SRDEII. Il soutient le développement de projets de thèse sous condition qu'elles contribuent à alimenter des actions futures bénéfiques à la transformation économique locale.

Le soutien financier accordé couvre généralement 60% du salaire du doctorant ainsi que les dépenses associées à l'environnement de recherche. Étant donné que cette aide régionale représente un investissement public, le co-financeur et/ou l'établissement employeur doivent assurer la qualité scientifique du sujet de recherche proposé ainsi que le niveau de l'étudiant. Le financement de la thèse est plafonné à 200 K€. L'étudiant bénéficie d'une bourse doctorale ou d'un contrat doctoral, en fonction du partenariat établi pour le projet, pour une durée de 3 ans.

2. Les projets de création de nouvelles offres de formation ou d'accompagnement, mais aussi les évolutions significatives apportées à des offres de formation existantes, l'élaboration d'outils innovants dans la délivrance de formation et dans l'accompagnement des entreprises, **tout particulièrement des plus petites d'entre elles**, pour y recourir. Ces outils permettent de rendre plus efficace la gestion des ressources humaines, et/ou aident à sécuriser les parcours professionnels.

L'assiette de dépenses éligibles à un soutien est constituée des actions d'ingénierie, conception et amorçage, de formation et d'accompagnement et inclut la formation des formateurs et des accompagnateurs, les équipements de formation et l'amortissement sur la durée du projet des autres immobilisations. Ni l'investissement immobilier, ni l'acte de formation, sauf en cas de caractère réellement expérimental dûment justifié, limité à deux ans et après accord du SGPI, ni les dépenses de diagnostic et de conseil aux entreprises n'entrent dans l'assiette éligible.

L'action territorialisée se limite aux projets dont l'assiette est supérieure à 200 K€, pour lesquels le montant d'aides sollicité est inférieur à 2 M€ dans la limite des fonds disponibles et qui s'inscrivent dans les priorités exprimées dans le SRDEII.

Les branches professionnelles, les Opérateurs de Compétences (OPCO) et les collectivités territoriales, autres que les Régions, peuvent également participer en tant que co-financeurs.

Les projets présentent en outre une autonomie financière à terme et un plan de financement dans la durée et équilibré. Les cahiers des charges des appels à projet préciseront l'équilibre attendu entre financements privés et financements publics pour s'assurer de l'implication progressive et efficace des acteurs privés dans les projets, notamment un seuil maximal de valorisation, non financière, d'apports matériels ou immatériels.



### **3.2. Encadrement communautaire applicable**

L'encadrement européen applicable est fixé par l'article 1.4 de la Convention nationale.

### **3.3. Sélection des bénéficiaires**

#### **3.3.1. Nature du processus de sélection**

La sélection des lauréats s'opère dans le cadre d'appels à projets, dans le respect de la présente convention. À titre exceptionnel, et après une étude circonstanciée démontrant que seul un acteur est capable de conduire l'action visée, un projet peut bénéficier d'une contractualisation directe, après instruction de la qualité du projet par le Gestionnaire et avis du COPIL territorial prévu à l'article **3.4.1 de la présente convention**, en faisant appel si nécessaire à des experts externes, et décision du Premier ministre.

L'État, le Département de Mayotte et les Gestionnaires se fixent comme objectif que le délai entre le dépôt complet d'un dossier jugé complet par le Gestionnaire et la contractualisation avec le bénéficiaire n'excède pas trois mois pour les projets relevant de l'axe « Projets d'innovation » et cinq mois pour les projets relevant des autres axes.

Ces délais peuvent être prolongés d'un mois dans le cas où des expertises externes sont mandatées par le Gestionnaire.

#### **3.3.2. Élaboration du cahier des charges**

Les thématiques abordées sont définies par le Comité de pilotage territorial en tenant compte des priorités du SRDEII.

La première rédaction du cahier des charges de chaque appel à projets est proposée par les Gestionnaires au Comité de pilotage territorial, dans le respect des principes édictés par la présente convention et conformément aux orientations données par le Comité de pilotage territorial.

Le cahier des charges de l'appel à projets est validé par le comité de pilotage territorial.

Le document validé fait l'objet d'une publication pour être porté à la connaissance du public.

Les cahiers des charges sont transmis par les Gestionnaires au SGPI pour approbation dans un délai de cinq jours ouvrés.

Le cahier des charges est transmis pour information au Comité de pilotage national mentionné à l'article 2.3.1 de la Convention nationale.

#### **3.3.3. Critères d'éligibilité et de sélection des projets**

Le processus de sélection et les critères d'éligibilité et de sélection des projets sont fixés à l'article 2.1 de la Convention nationale.

#### **3.3.4. Engagement des crédits**

L'engagement des crédits constitue l'acte d'attribution des financements de l'État auprès des bénéficiaires dans le cadre du dispositif décrit à l'article 2.1 de la Convention nationale. Les crédits sont engagés par le comité de pilotage territorial.

Le COPIL territorial sélectionne les meilleurs projets et en définit les modalités de soutien financier. Les conclusions du COPIL territorial sont transmises au SGPI par le Gestionnaire. Le SGPI dispose d'un droit d'opposition exerçable sous cinq jours ouvrés.

### **3.4. Instances de décision**

L'organisation et le fonctionnement des instances de gouvernance de l'Action sont fixés par l'article 2.3 de la Convention nationale.

#### **3.4.1. Le comité de pilotage territorial (le « COPIL territorial »)**

Afin de sélectionner les meilleurs projets respectant l'ambition du programme d'investissements d'avenir, la procédure de sélection au niveau territorial s'appuie sur un Comité de pilotage territorial (le « COPIL territorial ») composé du préfet de Mayotte ou de son représentant et du président du conseil départemental ou de son représentant. Les Gestionnaires assurent le secrétariat du COPIL territorial, chacun pour les réunions qui le concernent.

Le COPIL territorial :

- propose les orientations stratégiques de l'action territoriale et est saisi de toute question stratégique au cours de la mise en œuvre de la mesure ;
- valide le cadre de la contractualisation rédigé par le Gestionnaire ;
- fixe les orientations du reporting territorial ;
- définit les objectifs de performance à atteindre sur l'ensemble du processus ;
- décide le texte des appels à projets ;
- en tant que de besoin, auditionne les projets ;
- sélectionne les meilleurs projets candidats à l'action territoriale à l'issue du processus d'instruction en veillant à garantir une qualité d'exécution dans un délai raisonnable ;
- suit la progression de la consommation des enveloppes par axes ;
- est associé à l'évaluation de la mesure et des projets ;

Chaque COPIL territorial adopte un règlement intérieur précisant ses modalités de fonctionnement et d'organisation, dans le respect des dispositions de la Convention. Un COPIL territorial ou l'un de ses membres peut, dans les conditions qu'il détermine, déléguer sa compétence à toute personne, jury, ou instance qu'il désigne à cet effet. Toute délégation fixe le périmètre et les modalités de mise en œuvre, le délégataire et sa durée. Elle est formalisée au sein du règlement intérieur ou du compte rendu validé du COPIL territorial.

La tenue du COPIL territorial ou de l'instance de délégation prévue à l'article 3.4.2 ainsi que le processus de décision peuvent être dématérialisés.

#### **3.4.2. Les jurys territoriaux/ comités de sélection territoriaux**

Le processus de sélection peut comporter une audition par un jury / comité de sélection territorial, dont la composition et le mode de décision sont définis par le COPIL territorial et qui comprend *a minima* un représentant de l'État, du Département et du Gestionnaire concerné par l'appel à projets. Cette audition est organisée à la demande du COPIL territorial. Le règlement intérieur du COPIL territorial définit le fonctionnement et les responsabilités des jurys territoriaux, qui peuvent se voir déléguer la sélection.

### 3.4.3. Les Gestionnaires

Les Gestionnaires sont responsables de la gestion des appels à projets : lancement, publicité, gestion administrative des dossiers de candidature, traçabilité des dossiers, répartition des expertises, organisation des auditions, respect du calendrier. Les Gestionnaires assurent le secrétariat des comités et organisent notamment les auditions et des réunions des comités en s'assurant de la bonne information des membres et des porteurs de projet. Les modalités de lancement et de publicité des appels à projets font l'objet d'une concertation avec le COPIL territorial.

Les Gestionnaires sont responsables de l'instruction des projets pour le compte du COPIL territorial. Ils rapportent devant le COPIL territorial ou du comité de sélection territorial les résultats de leur instruction.

Ils sont responsables de la contractualisation avec les porteurs et du suivi technique et financier des projets jusqu'à leur terme. Durant le déroulement du projet, les Gestionnaires informent le COPIL territorial de tout risque nouveau ou significativement accru, ou de toute modification significative du projet. Les Gestionnaires, à leur initiative ou à la demande du COPIL territorial, après instruction technique, présentent une analyse de la situation et proposent à ce dernier les modifications significatives à apporter au contrat avec le bénéficiaire. Le COPIL territorial peut faire préciser ou compléter ces propositions et en valide le contenu définitif.

Les Gestionnaires sont également chargés :

- de transmettre au COPIL territorial les informations de réalisation financières et d'identification des projets et des bénéficiaires requise par le *reporting*
- de la transmission au COPIL territorial de points d'étapes lors la tenue des comités de pilotage (points restant à résoudre préalablement à une sélection finale des projets, etc.) ;
- de la transmission annuelle au COPIL territorial d'information de reporting sur l'avancement des projets sélectionnés ;
- du contrôle de l'atteinte des objectifs fixés aux étapes clés des projets et du versement des soutiens.
- de l'information à la Commission européenne telle que précisée à l'article 1.4 de la convention entre l'État et les Opérateurs susvisée.

Ils sont chargés de transmettre les textes des appels à projets territoriaux au COPIL national et informent le COPIL national de l'ensemble des projets sélectionnés ou refusés dans le cadre d'appels à projets régionaux.

### 3.4.4. Processus de décision

La répartition des rôles peut être schématisée de la façon suivante tout au long de la procédure<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cette liste exhaustive est à adapter au niveau territorial

**Tableau 1 : Schéma de répartition des rôles**

Étapes	SGPI	Opérateur ou Gestionnaire	Comité de pilotage territorial	Comité de pilotage national
Élaboration du cahier des charges	Approuve	Propose	Décide	Informé
Lancement et gestion de l'appel à projets	Informé	Responsable	Décide	
Éligibilité et complétude du dossier		Responsable	Informé	
Pré-sélection des dossiers, le cas échéant		Propose	Décide	
Audition des porteurs, le cas échéant		Organise et assiste	Décide après auditions	
Instruction approfondie des dossiers - et formulation des recommandations portant sur le financement et les conditions associées		Responsable	Informé	
Sélection des projets (hors contractualisation directe) et engagement des crédits	Droit de veto exercable sous cinq jours ouvrés	Propose	Décide	Informé
Notification de l'aide au bénéficiaire		Responsable	Signataire	
Contractualisation avec les bénéficiaires		Responsable	Informé	
Versement aux bénéficiaires		Responsable	Informé	
Suivi des projets et gestion des retours financiers		Responsable	Informé	
<i>Reporting</i>	Destinataire	Responsable	Destinataire	Destinataire
Évaluation <i>ex ante</i> , <i>in itinere</i> et <i>ex post</i>	Organise et pilote	Associé	Consulté et informé	Consulté et informé

Le processus de sélection est le suivant :

1. Réception des projets : les Gestionnaires informent le COPIL de la réception de tous les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets ;
2. Instruction : l'instruction des dossiers est conduite par les Gestionnaires pour le compte du COPIL territorial, dans le cadre d'une procédure transparente. Lorsque les projets présentant une demande d'aide supérieure à 200 k€ ne sont pas auditionnés par le COPIL territorial, ou ses représentants, les Gestionnaires peuvent avoir recours à un expert externe, rémunéré pour sa prestation. Ces experts éclairent l'instruction et les décisions sur les plans techniques, économiques et réglementaires.

Pendant l'instruction, les Gestionnaires sont chargés de :

- conformément aux obligations législatives et réglementaires, à leurs politiques, instructions et procédures internes applicables en vigueur, réaliser les diligences relatives à la Lutte contre



le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, à la Lutte contre la corruption et au Respect des réglementations sanctions économiques (LCB-FT/C/S). Tout projet faisant l'objet de problématiques relevées dans ce cadre ne pourra entrer en instruction. Dans l'hypothèse où un dossier fait l'objet, à la suite de l'instruction, de problématiques relevées dans le cadre des diligences relatives à la LCB-FT/C/S/, Bpifrance refusera le dossier et ne pourra décaisser de fonds sur l'entreprise. Il est également précisé que jamais Bpifrance ne pourra communiquer et détailler les raisons de son refus, si ce refus est notamment fondé sur une problématique liée à l'analyse des diligences LCB-FT/C/S ;

- analyser le caractère innovant du projet,
  - analyser l'efficacité prévisionnelle du projet avec des ratios de type (€ par bénéficiaire/ € par formations dispensées / € par journées d'action réalisées avec des référentiels de coûts pour des actions comparables),
  - valider les assiettes de dépenses éligibles en distinguant notamment les dépenses relevant de la recherche industrielle et celle relevant du développement expérimental ;
  - analyser le plan d'affaire proposé (business plan) ;
  - analyser la capacité financière des entreprises à mener à terme le projet ;
  - analyser et évaluer les risques majeurs du projet ;
  - proposer un soutien public au regard de la réponse du projet aux objectifs des programmes,
3. Décision : à l'issue de l'instruction, les Gestionnaires présentent leur rapport d'instruction et leurs recommandations et propositions de soutien lors d'une réunion du COPIL territorial.

Le COPIL territorial sélectionne les meilleurs projets et en définit les modalités de soutien financier. Les conclusions du COPIL territorial sont transmises au SGPI par les Gestionnaires pour information.

Sur la base de la décision du COPIL territorial, le Préfet et, sous réserve de l'intervention préalable d'une délibération quand elle est nécessaire, le Président du Conseil départemental, cosignent la lettre de notification informant les porteurs de projet de la sélection de leur projet et des modalités de financement retenues.

4. Contractualisation : les Gestionnaires contractualisent avec les porteurs de projets sur cette base. Le financement de chaque projet respecte le partage tel que défini dans la convention nationale entre l'État et le Département.

#### **ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES ORGANISATIONNELLES ET COMPTABLES**

Les dispositions financières et comptables relatives au Dispositif sont définies :

- pour l'État, dans la Convention nationale visée ci-dessus et,
- pour le Département, dans la convention définie à l'article 2.3.

Les Opérateurs s'engagent à une représentation physique permanente sur le territoire de Mayotte.

#### **ARTICLE 5 – FRAIS EXTERNES**

En plus des frais exposés pour la gestion de l'action, ci-après dénommés « frais de gestion », les Gestionnaires peuvent faire appel à des prestations extérieures, soit au titre d'expertises, soit au titre de procédures de recouvrement ou de contentieux sur les dossiers d'aides, ci-après dénommés « frais externes ». Les prestations extérieures sont diligentées après accord du COPIL territorial.

La participation aux frais de gestion et aux frais externes est prise en charge par l'État et le Département en respectant le partage tel que défini dans la convention nationale.

Le montant de cette participation est calculé à la fin de chaque trimestre civil sur la période considérée.

#### **ARTICLE 6 – COMMUNICATION**

Dans tous les documents et communications portant notamment sur des projets financés au titre de la présente convention, ainsi que sur son site internet, les signataires s'engagent à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre de France 2030 régionalisé, lancé par l'État et par le Département. La communication doit viser à rappeler l'objectif de l'action concernée et à la valoriser.

Les Opérateurs et les Gestionnaires soumettent aux représentants de l'État et du Département pour validation les projets de communiqués de presse et documents de communication relatifs aux projets sélectionnés dans le cadre de la présente convention, ou à l'action dans son ensemble.

La réalisation de ces communications fait l'objet d'un cahier des charges commun établi entre le Préfet, le président du conseil départemental, les Opérateurs et les Gestionnaires. Il définit notamment le type des opérations financées qui sont concernées, les modalités pratiques des échanges entre les services et les circuits de validation des supports, contenus et calendriers.

#### **ARTICLE 7 – SUIVI ET ÉVALUATION**

Les informations de suivi à transmettre par les Opérateurs, par l'intermédiaire des Gestionnaires, au COPIL territorial, au COPIL national ou au SGPI sont précisées aux articles 4.1.1 et 4.1.2 de la Convention nationale.

Les Opérateurs, par l'intermédiaire des Gestionnaires, fournissent à l'État et au Département un bilan annuel comprenant le récapitulatif des aides accordées selon le type d'action et le type d'aide dans le cadre de la présente convention et le montant des remboursements perçus ainsi que l'état des entrées en contentieux et des recouvrements et de la situation du fonds d'intervention.

Le dispositif territorial peut également faire l'objet de démarches d'évaluation au titre du France 2030 dans les conditions prévues par la Convention Dispositions Communes

#### **ARTICLE 8 – PRÉVENTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS**

Les règles relatives à la prévention des conflits d'intérêts sont fixées par l'article 2.4 de la Convention nationale.

#### **ARTICLE 9 – DISPOSITIONS TRANSVERSES**

Les dispositions transverses sont fixées par les articles 5.1 à 5.5 de la Convention Dispositions Communes et complétées par les articles suivants.

### 9.1 Loi applicable et juridiction

La Convention est régie par le droit français. Les juridictions administratives sont seules compétentes pour connaître de tout litige entre les parties auquel la Convention et tout ce qui en est la suite ou la conséquence pourrait donner lieu.

### 9.2 Entrée en vigueur de la convention et modifications

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties. Elle reste en vigueur jusqu'au terme de la Convention nationale. Par voie d'avenant, les parties peuvent convenir de modifications aux dispositions de la présente convention.

### 9.3 Respect des réglementations sanctions économiques, lutte contre la corruption et lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

L'État, la Collectivité, les Opérateurs et les Gestionnaires s'engagent à respecter l'ensemble des Réglementations Anti-Corruption, des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme et des Réglementations Sanctions.

L'État, la Collectivité, les Opérateurs et les Gestionnaires, et, à leurs connaissances, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions et/ou (ii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'État, la Collectivité, les Opérateurs et les Gestionnaires reconnaissent que le respect des réglementations et obligations ci-dessus constitue une condition substantielle pour la signature des présentes.

Pour les besoins du présent article, les termes « *Réglementations Anti-Corruption* », « *Réglementations relatives à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme* » et « *Réglementations Sanctions* » seront définis comme suit :

**Réglementations Anti-Corruption** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, notamment celles contenues au Livre IV, Titre III "*Des atteintes à l'autorité de l'État*" et Titre IV "*Des atteintes à la confiance publique*" du Code pénal et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption à portée extraterritoriale, notamment américaine (*Foreign Corrupt Practices Act*) et britannique (*UK Bribery Act*) dans la mesure où celles-ci sont applicables.

**Réglementations relatives à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

**Réglementation Sanctions** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement

américain au travers de l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC) du Trésor américain et/ou le *Bureau of Industry and Security* (BIS) du Département du commerce américain et/ou le Royaume-Uni au travers de *His Majesty's Treasury* (HMT) du Ministère des finances britannique et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

#### **ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ**

Les Opérateurs s'engagent à respecter et à faire respecter par ses représentants, prestataires et préposés, la confidentialité des informations non publiques recueillies durant l'exécution de la présente convention, en son nom et pour le compte de l'État et de la Collectivité. À ce titre, les Opérateurs s'engagent à limiter la divulgation des informations non publiques susvisées aux seules personnes ayant à les connaître pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Chaque opérateur s'engage à ne pas utiliser et se porte fort de ce que les autres entités de l'opérateur s'engagent à ne pas utiliser les informations non publiques recueillies durant l'exécution de la présente convention, dans le cadre de leur activité propre en leurs noms et pour leurs comptes, sauf accord express du SGPI.

De même, l'État et la Collectivité s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs représentants, prestataires et agents, la confidentialité des informations non publiques recueillies durant l'exécution de la présente convention, dont celles relatives aux investissements menés par les Opérateurs au titre de leurs activités menées en propre.

#### **ARTICLE 11 – CARACTÈRE LIBÉRATOIRE DE L'ÉCHÉANCE DE LA CONVENTION**

À l'échéance de la convention, les Opérateurs et les Gestionnaires sont libérés de toute obligation au titre de la présente convention sous réserve du complet dénouement de l'ensemble des obligations mises à leur charge au titre de la présente convention, à l'exception des obligations de confidentialité.

#### **ARTICLE 12 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données dit « RGPD » et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dit « Loi informatique et libertés » et toute réglementation subséquente, ainsi que les dispositions prises par toute autorité de contrôle compétente, notamment en France la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (ci-après, la « Règlemmentation Applicable »).

Il est précisé que les termes « données à caractère personnel », « traitement », « responsable de traitement » ont le sens qui leur est donné à l'article 4 du RGPD.

##### **Article 12.1 – Caractéristiques des traitements mis en œuvre**

Chaque Partie reconnaît agir en tant que responsable de traitement au titre des traitements de données à caractère personnel qu'elle met en œuvre pour l'exécution de la présente convention.



À ce titre, les caractéristiques des traitements sont décrites dans une annexe dédiée (cf. annexe 1 pour Bpifrance, annexe 2 pour l'État et annexe 3 pour le Département). La Caisse des Dépôts met en œuvre un traitement de données à caractère personnel afin de satisfaire les besoins de financement. Bpifrance, l'État et la Collectivité sont informés que les modalités de ce traitement font l'objet d'une information accessible librement sur son site internet à : <https://www.caissedesdepots.fr/donnees-personnelles>.

Les Parties s'engagent à transmettre pour information toute évolution de ces caractéristiques.

Par ailleurs, dans le cadre de la présente convention, chaque Partie peut avoir accès à des données à caractère personnel de personnes physiques agissant en qualité de points de contact, communiquées par l'autre Partie, notamment de salariés, représentants ou mandataires de cette dernière, qu'elle pourra traiter en qualité de responsable de traitement dans le cadre de la bonne exécution de la présente convention et du respect des obligations légales et réglementaires qui s'imposent à elle.

Il appartient à chaque Partie d'informer les personnes concernées, dont elle a communiqué les données à caractère personnel, du traitement réalisé par l'autre Partie ainsi que des stipulations du présent article.

#### **Article 12.2 – Engagements des parties en matière de protection de données à caractère personnel**

Chaque Partie s'engage à se conformer à toutes les obligations imposées à un responsable de traitement en vertu de la Réglementation Applicable et des dispositions prises par toute autorité de contrôle compétente, notamment en France la CNIL.

Tout manquement d'une Partie à l'une de ses obligations au titre du présent article engage sa responsabilité propre à l'égard des tiers, chacune étant responsable d'assurer la conformité à la Réglementation Applicable des traitements qu'elle met en œuvre pour son propre compte.

A noter que la licéité du traitement des données est prévue par l'article 6 du [Le règlement général sur la protection des données](#).

#### **Article 12.3. Modalités d'exercice des droits**

Conformément à la Réglementation Applicable, et sous réserve des conditions prévues par celle-ci pour l'exercice de ces droits, chaque Partie reconnaît que toute personne dont les données à caractère personnel sont collectées pour les traitements visés à la présente convention bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, ainsi que du droit à la portabilité de ses données à caractère personnel.

Les droits susvisés pourront être exercés en contactant les délégués à la protection des données :

- Concernant les données pour lesquelles Bpifrance agit en tant que responsable de traitement : à l'adresse postale « Délégué à la protection des données (DPO), Bpifrance, DCCP, 27-31 avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-cedex » ou à l'adresse de messagerie électronique « [donneespersonnelles@bpifrance.fr](mailto:donneespersonnelles@bpifrance.fr) » ;
- Concernant les données pour lesquelles la Caisse des dépôts et consignations agit en tant que responsable de traitement : à l'adresse postale « Caisse des Dépôts et consignations – Données Personnelles - Établissement de Bordeaux – 5 rue du Vergne – 33059 BORDEAUX CEDEX » ou à l'adresse de messagerie électronique « [mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr](mailto:mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr) ».

- Concernant les données pour lesquelles l'État agit en tant que responsable de traitement :  
Préfecture de Mayotte BP 676 Kawéni 97600 Mamoudzou ou à l'adresse électronique «[dele-gue-protection-donnees@interieur.gouv.fr](mailto:dele-gue-protection-donnees@interieur.gouv.fr) »
- Concernant les données pour lesquelles le Département de Mayotte agit en tant que responsable de traitement :  
Délégué à la protection des données, Mission Coordination Générale et vie institutionnelle,  
Conseil Départemental de Mayotte - BP – 101- Boulevard Halidi Sélémani – 97600 Mamoudzou, [dpo@cg976.fr](mailto:dpo@cg976.fr).

Fait à Mamoudzou, le

En 5 exemplaires originaux

Le Préfet de Mayotte

Le Président du Conseil Départemental  
de Mayotte

François-Xavier BIEUVILLE

Ben Issa Ousseni

Le Président  
de l'EPIC Bpifrance

Le directeur général  
de Bpifrance

Christian BODIN

Nicolas DUFOURCQ

Le directeur régional Réunion – Océan Indien  
de la Caisse des dépôts et consignations

Nicolas BLANC

**Annexe 1 – Traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par Bpifrance**

#	Finalités	Bases légales	Personnes concernées	Catégories de DACP	Destinataires & justification de la transmission à ces derniers
<u>1</u>	Réception et instruction des dossiers	Exécution du contrat	Représentant Légal et Bénéficiaires effectifs	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle	Directions Territoriales en charge de l'enregistrement des demandes et de l'instruction
<u>2</u>	Création, Gestion et administration d'un compte utilisateur	Exécution du contrat	Représentant Légal	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle	Direction du DIGITAL en charge des relations avec le prestataire Younited
<u>3</u>	Notification de la décision aux personnes concernées	Exécution du contrat	Représentant Légal	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle	DESC pour édition des contrats
<u>4</u>	Gestion et suivi du financement octroyé / de la vie du contrat	Exécution du contrat	Représentant Légal	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle	DESC pour versement du financement et suivi du contrat
<u>5</u>	Connaissance de chaque personne concernée	Obligation légale	Représentant Légal et Bénéficiaires effectifs	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle	DCCP pour les diligences LCB FT
<u>6</u>	Gestion de la signature électronique et de la preuve de cette signature	Obligation légale	Représentant Légal	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle	Direction du Digital
<u>7</u>	Animation et prospection commerciale	Intérêt légitime	Représentant Légal	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle	Direction Animation Réseau pour pousser les nouvelles offres vers les clients

**Annexe 2 – Traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par L'État**

#	Finalités	Bases légales	Personnes concernées	Catégories de DACP	Destinataires & justification de la transmission à ces derniers
1	Communication locale	Consentement	Représentant Légal et Bénéficiaires effectifs	Raison sociale de la structure adresse mail Titre et résumé du projet	Préfecture de Mayotte Pour faire connaître les lauréats
2	Retranscription des rapports d'instruction au préfet	Mission d'intérêt public	Instructeur (Opérateur)	Rapport d'instruction des dossiers de candidature	Préfecture de Mayotte Pour validation du projet
3	Communication des résultats	Mission d'intérêt public & Consentement	Instructeur (Opérateur) et Représentant Légal et Bénéficiaires effectifs	Délibération Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle Titre et résumé du projet	Préfecture de Mayotte Pour informer les lauréats et les porteurs non retenus.
4	Gestion et suivi du financement octroyé / de l'impact du projet sur le territoire	Mission d'intérêt public	Représentant Légal et Bénéficiaires effectifs	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle Montants alloués	Préfecture de Mayotte Pour effectuer des opérations suivi et de contrôle



**Annexe 3 – Traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par le département de  
Mayotte**

#	Finalités	Bases légales	Personnes concernées	Catégories de DACP	Destinataires & justification de la transmission à ces derniers
1	Communication locale	Consentement	Représentant Légal et Bénéficiaires effectifs	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle Titre et résumé du projet	DGA Pôle Développement Economique et Innovation & Agence de Développement et Innovation de Mayotte
2	Retranscription des rapports d'instruction aux élu(e)s	Mission d'intérêt public	Instructeur (Opérateur)	Rapport d'instruction des dossiers de candidature	DGA Pôle Développement Economique et Innovation & Directeurs du Conseil Départemental
3	Communication des résultats	Mission d'intérêt public & Consentement	Instructeur (Opérateur) et Représentant Légal et Bénéficiaires effectifs	Délibération Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle Titre et résumé du projet	DGA Pôle Développement Economique et Innovation & Agence de Développement et Innovation de Mayotte
4	Animation et prospection commerciale	Mission d'intérêt public	Représentant Légal et Bénéficiaires effectifs	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle Titre et résumé du projet	Agence de Développement et Innovation de Mayotte
5	Gestion et suivi du financement octroyé / de l'impact du projet sur le territoire	Mission d'intérêt public	Représentant Légal et Bénéficiaires effectifs	Nom Prénom Adresse mail professionnelle Numéro de téléphone professionnel Adresse Professionnelle	Direction Pôle Développement Economique et Innovation & Agence de Développement et Innovation de Mayotte

Envoyé en préfecture le 19/04/2024

Reçu en préfecture le 19/04/2024

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 976-229850003-20240409-DL0904240054-DE

Reçu en préfecture le 10/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 976-229850003-20210525-DL250521157-DE

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE**

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Commission Permanente du mardi 25 mai 2021

Membres en exercice : 26

Présents : 14

Procuration(s) : 2

Absent(s) : 10

Nombres de votants : 16

Votes pour : 16

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

Date de la convocation : mercredi 12 mai 2021

**DELIBERATION N°DL\_CP2021\_0157**

**Relative à la signature sur la participation du Département aux actions « Aides à l'innovation « Bottom-up » volet « PIA régionalisé » (PIA 4**

L'an deux mille vingt et un, le vingt cinq mai, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à la Mairie de MAMOUDZOU.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Madame Raïssa ANDHUM, Monsieur Issa ISSA ABDOU, Monsieur Mohamed SIDI, Monsieur Ali Debre COMBO, Monsieur Bourouhane ALLAOUI, Madame Fatimatie RAZAFINATOANDRO, Madame Insya DAOUDOU, Madame Moinecha SOUMAILA, Madame Afidati MKADARA, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Nomani OUSSENI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaihati MADI MARI

**Conseiller(s) départemental(aux) représenté(s) :**

Madame Fatima SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI,  
Madame Mariame SAID donne pouvoir à Monsieur Mohamed SIDI

**Conseiller(s) départemental(aux) absent(s) :**

Monsieur Issoufi AHAMADA, Madame Armamie ABDOUL WASSION, Madame Bichara Bouhari PAYET, Madame Halima MDALLAH BAMOUDOU, Monsieur Issa SOULAIMANA MHIDI, Monsieur Aynoudine SALIME, Monsieur Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ben Youssouf CHIHABOUDINE, Madame Toyfria ANASSI

**Secrétaire de séance désigné(e) :**

Madame Moinecha SOUMAILA

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°2059/2015/CD du Conseil Départemental de Mayotte en date du 2 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil Départemental ;
- Vu** la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du conseil Départemental données à sa commission permanente ;
- Vu** la délibération N°DL\_AP2021\_0088 du 12 avril 2021 relative à l'adoption du Budget Primitif 2021 du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** le rapport n° 2021-00780 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

Envoyé en préfecture le 19/04/2024

Reçu en préfecture le 19/04/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20240409-DL0904240054-DE

Reçu en préfecture le 10/06/2021

Affiché le

ID : 976-229850003-20210525-DL250521157-DE

**Vu** l'avis de la commission des finances et du développement économique et touristique du 21 mai 2021 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,**

### **DECIDE**

- Article 1 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer la convention de participation aux actions « Aides à l'innovation « Bottom-up » volet « PIA régionalisé » (PIA 4) avec l'Etat et l'EPIC BPIFrance ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer la convention de gestion spécifique pour l'attribution d'une subvention de **2 000 000€** à l'EPIC BPIFrance pour la gestion du dispositif en coparticipation avec l'État ;
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération à l'exception des avenants modifiant le montant de la participation financière.
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

**Soibahadine IBRAHIM RAMADANI**

